

L'Association des anciens fonctionnaires de l'UNESCO (AAFU)

Club Mémoire & Avenir

Valeurs du sport et sport de valeur

Un agenda renouvelé pour l'UNESCO

Jeudi 14 février 2019

Compte-rendu préparé par N. Ferrier

Présents : Zahir Aziz, Mohammed Bachiri, Ariane Bailey Hiribarne, Barbara Barry de Longchamp, Philippe Beaussant, Marie-Paule Benedict, Sandra Blancmesnez, Jeanne Boigey, Monique Bouaziz, Monique Couratier, Wyn Courtney, Adam Cowling, Jan Sadlak, John Daniel, Marguerite Dauny, Ghislaine de Coulomme, Patrick Gallaud, Marite Gerlach-Nielsen, Marie-Christine Gries, Beseat Kiflé Sélassié, Gerhardt Kutsch, Mathilda Lagidzé, Danielle Levy, France Marquet, Edgar Montiel, Pilar Morel-Vasquez,, Deolinda Pinto-Ribeiro, Marielle Richon, Bahjat Rizk, Christine Roche, Patricia Safi, Anna Sidorenko, Annie Sugier, Odile Uxol, Vlasta Zlof.

*l'UNESCO joue au sein des Nations Unies un rôle leader dans la promotion de l'éducation physique et du sport. Tout récemment encore, en marge du Forum économique mondial de Davos, le 29 janvier dernier, la Directrice générale de l'UNESCO signait avec le Président de la Fédération internationale de football (FIFA) et le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM) une lettre d'intention en vue de renforcer leur coopération dans le domaine de l'accès des enfants au sport. A cette occasion la Directrice générale a réaffirmé l'importance de l'éducation par le sport dans la mission de l'Organisation. Ce nouveau partenariat s'inscrit dans la longue continuité des actions menées par l'UNESCO dans le cadre de son programme sur le sport, dont les trois intervenants de cette rencontre ont été et sont des acteurs essentiels. **Philipp Muller-Wirth** est l'actuel Responsable du Programme sur le sport au sein du Secteur des sciences sociales et humaines (SHS). **Nikita Dergatcheff**, qui a participé dès l'origine à l'organisation des conférences internationale des ministres du sport (MINEPS), ainsi qu'à la création du Fonds international pour le développement de l'éducation physique et du sport (FIDEPS), a également engagé les premiers partenariats de l'UNESCO avec le secteur privé dans le domaine du sport, notamment dans le cadre du projet des routes de la soie. Enfin **Marie-José Lallart** a mené entre 1979 et 2007 le projet Espérance et solidarité autour d'un ballon, une initiative qui semble trouver un écho dans le programme que lance aujourd'hui la FIFA avec l'UNESCO.*

Nikita Dergatcheff : fin 1979, alors que je me trouvais à la Division des Conférences à un moment où le grand Secteur de l'Education était le pourvoyeur de grand nombre de réunions, Henri Dieuzeide, Directeur de la Division des structures, contenus et méthodes éducatives de l'UNESCO, m'avait proposé de mettre en route le Fonds international pour le développement de l'éducation physique et du sport (FIDEPS), un nouveau programme extrabudgétaire, dont la création avait été décidée lors de la précédente session de la Conférence générale.

La France a dès le départ soutenu la création du FIDEPS en détachant un fonctionnaire du Ministère de la jeunesse et des sports qui fut chargé notamment de la recherche de ressources,

ainsi que de la promotion du Fonds. Ce détachement allait être renouvelé en continu durant 15 ans.

L'ambiance de travail avec Henri Dieuzeide, Pierre Henquet et plus tard Etienne Brunswic, était intellectuellement stimulante et tonique. Il nous faudra près d'un an pour mettre en fonction la nouvelle structure (recherche d'un logo, élaboration de dépliants, etc...). Un rapport intitulé *La mission humaniste de l'éducation physique et sportive* a été élaboré sous la houlette de ce mythique trio, en s'appuyant sur la Charte internationale de l'éducation physique et du sport, magnifique texte très inspirant adopté en 1978 par la Conférence Générale, ainsi qu'à partir des recommandations du CIGEPS¹ et sur la base des réponses à un questionnaire préparatoire adressé à tous les Etats membres.

En relisant ce document plus de 30 ans après sa rédaction, j'ai été frappé par sa pertinence pour le développement de l'éducation physique et sportive en milieu scolaire et universitaire, la promotion par l'éducation des valeurs éthiques et morales du sport, la promotion du sport pour tous et l'extension de sa pratique à tous les groupes de population dans le respect de la dignité de l'être humain. Ce texte à valeur universelle n'a pas pris une ride. Avec le recul Il y aura manqué peut-être une plus forte sensibilisation aux grandes dérives dues à l'aggravation du dopage qui s'est développé dans de nouvelles strates de l'univers sportif.

Je voudrais ici rendre un hommage particulier à Juan Carlos Langlois, premier Directeur du Fonds international pour la promotion de la culture qui a guidé avec son expérience, sa persévérance et une énorme bienveillance les premiers pas du FIDEPS.

En novembre 1988, la 6e session du CIGEPS tenue à Moscou et suivie de la 2e Conférence internationale des Ministres de l'EPS (Mineps 2) a été l'occasion de dresser un premier bilan du fonctionnement du FIDEPS.

Les contributions en espèces reçues par le Fonds international pour la promotion de la Culture qui était notre modèle de référence, soit (plus de 4 millions de dollars pour la période), avaient fait espérer des apports équivalents pour le FIDEPS. Or si nous avons atteint globalement ce montant, les contributions financières ne dépassaient pas 700 000 dollars, le reste représentant principalement des contributions sous forme de bourses pour la participation à des stages de formation ou de perfectionnement sportif à différents niveaux. J'adresse un très amical salut à Marie-Thé Defretin, mon homologue à la Division des Bourses : ensemble nous avons coordonné la mise en place de près de 400 bourses dans divers domaines. Notre entente professionnelle était d'une telle qualité que de collègues sommes devenus après la retraite de parfaits amis !

Il avait donc fallu se rendre à l'évidence : si les premières années les contributions financières et en services avaient été à peu près équilibrées, les premières ne cessaient au fur et à mesure de s'amenuiser au profit des secondes.

¹ Le Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport (CIGEPS) a été établi en 1978 pour développer le rôle et la valeur du sport et promouvoir son inclusion dans les politiques publiques.

Il devenait évident que le FIDEPS manquait de la notoriété et de la souplesse que permettait la structure du Fonds de la Culture, qui était placé sous l'autorité d'un Conseil d'administration composé de personnes physiques, alors que nous dépendions d'un Comité intergouvernemental, avec toutes les lourdeurs que cela suppose. Nous avons donc été autorisés à rechercher des personnalités de la société civile, du monde de l'entreprise, de la communication, ou d'activités liées directement au sport afin de présenter au Directeur général une liste de candidats pour un Conseil d'administration de 14 membres qui serait placé sous l'autorité du Président du Comité intergouvernemental.

Les premiers résultats en terme d'image de cette mesure ont été obtenus grâce, en particulier, à John Boulter, Directeur des relations internationales d'ADIDAS : ils se sont traduits par le don de milliers de T-shirts (même si l'impression du logo de l'UNESCO à la même hauteur que celui d'une entité commerciale parut dans un premier temps poser problème!). Cela fut suivi de l'impression de 2 affiches d'artistes de renommée internationale : le belge Jean-Michel Folon (impression offerte par la Communauté française de Belgique), et le suisse Hans Erni (considéré comme l'artiste « officiel » du CIO) don de la Suisse. Robert Parienté alors directeur adjoint du journal sportif français l'Equipe avait obtenu du dessinateur humoriste Roger Blachon (qui avait à l'époque une renommée équivalente à celle aujourd'hui de Philippe Geluck) la création et le don durant deux années successives de cartes de vœux dédiées au FIDEPS (une première pour notre atelier d'imprimerie qui étrennait son tout nouvel équipement d'impression en quadrichromie). Enfin, Giulite Coutinho, ancien Président de la Fédération brésilienne de Football, avait réussi à sensibiliser le grand joueur de foot Pelé à venir recevoir des mains de Federico Mayor le passeport d'ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO – ce qui valut un record de participation pour notre salle de presse, des centaines de journalistes étant venus couvrir l'évènement sur la Piazza Suffren.

Toujours dans l'idée de donner une meilleure visibilité à nos actions, il avait été décidé de soutenir des initiatives venant de jeunes, après approbation de leur commission nationale, en vue de diffuser le plus largement possible et au plus grand nombre la Charte internationale de l'EPS, ainsi que nos T-shirt FIDEPS/Adidas. Cette approche a généré toute une série de projets : c'est ainsi qu'une équipe de jeunes partant de la Piazza Suffren pour faire en roller le tour du bassin méditerranéen a été saluée au passage à Monaco par le Prince Albert et ensuite à Rome par le pape le plus sportif Jean Paul II, pour revenir six semaines plus tard, Place de Fontenoy, où nous avons accueillis les jeunes athlètes amaigris, bronzés mais heureux.

A la recherche de ressources nouvelles, nous avons mené une action de partenariat avec un groupe des Mutuelles de France, qui se concrétisa par la création d'un jeu de société « SET & MATCH » basé sur les règles du tennis pour initier les jeunes aux idéaux du Fair-play. Ce jeu dont le créateur Henri Régnier nous avait cédé le droit d'auteur et qui avait reçu l'agrément de la Fédération internationale de tennis fut produit à 3 000 exemplaires.

Enfin, suite aux recommandations de la Conférences des ministres du sport et à une lettre circulaire du Directeur général préconisant d'associer le sport et les arts et demandant aux Etats

membres de protéger et développer les jeux, danses et sports de la tradition, le FIDEPS contribua avec les délégations d'Argentine, Russie, Vietnam et un premier festival des Pays d'Europe du Sud en Corse à l'organisation de différentes manifestations en prélude de ce qui devait être les « Premières fêtes mondiales de jeux et sports de tradition » dans l'esprit de la Décennie mondiale du développement culturel. La Mairie de Paris intéressée proposa un lieu au bout du Champ de Mars pour allier les jeux terrestres et nautiques autour du Pont d'Iéna ! La complexité logistique et son coût financier eurent finalement raison de ce beau projet.

Puis ce fut au tour des rallyes avec un Paris-Pékin automobile au cours duquel une soixantaine de jeunes de moins de 30 ans traversèrent 11 Etats membres, puis un rallye sportif et humanitaire de cyclisme entre Paris et Ziguinchor, au Sénégal. Les d'ambulances utilisées en voiture d'assistance furent ensuite offertes aux pays traversés. Dans le même esprit, un rallye de camions reliant le cercle polaire à la Méditerranée recueillera tout au long du parcours des petits équipements sportifs qui seront ensuite distribués dans les pays en développement avec le concours de divers organismes.

Pour le lancement d'un de ses modèles, Ford organisa sous le patronage de l'UNESCO un rallye automobile continental en plein hiver reliant Londres à New York via Moscou et le détroit de Béring. En contrepartie, un équipage israélo-palestinien baptisé «Unesco Youth Réconciliation Team» terminera symboliquement son parcours devant le Siège de l'ONU à New York. Le gouvernement suisse fit don d'une dizaine de véhicules tout terrain démilitarisés qui furent ensuite attribuées à 4 ONG européennes dont Handicap International pour leurs projets en Ouzbékistan, Colombie, Mozambique et Madagascar.

Parallèlement un partenariat établi avec la Fondation BMW via un des membres actifs du Conseil d'administration du FIDEPS permettait de jeter les jalons d'un projet sportif et culturel, assez décrié au départ dans le Secrétariat, concrétisé par un rallye qui se voulait être une sorte d'anti Paris-Dakar. Le départ du « Paris-Astrakhan sur les Routes de la Soie » d'une centaine de motocyclistes - parmi lesquels une vingtaine de jeunes ayant remporté un concours d'idées relayé par nos commissions nationales qui bénéficiaient du prêt d'une moto BMW et étaient pris en charge pendant toute la durée de l'expédition -, sera donné le 16 juillet 1990 de la Piazza Suffren en présence du Ministre français de la jeunesse et des sports.

Le succès de cette opération générera un second partenariat : la Fondation BMW qui soutenait traditionnellement les projets liés à l'architecture, avait choisi comme thème pour son concours de 1991 la conception d'équipements sportifs adaptés aux conditions climatiques dans les pays en développement, structures qui devaient être peu coûteuses, modulables et réalisées avec le concours d'un savoir faire local. Réalisées par de jeunes architectes de talent, les maquettes des cinq premiers prix firent l'objet d'une exposition durant la 25e session de la Conférence Générale.

Au même moment, le Comité International Olympique (CIO) présentait la maquette d'un projet intitulé OLYMPAFRICA qui devait concrétiser enfin sa coopération avec l'UNESCO. Quelques mois plus tard, Federico Mayor et Juan Antonio Samaranch feront ensemble une

tournée pour lancer en d'Afrique les premières étapes de ce projet. Selon un retour assez confidentiel, le président du CIO aurait été exaspéré par l'accueil chaleureux réservé au charismatique Directeur général de l'UNESCO. L'expérience ne sera pas, à ma connaissance, renouvelée.

En avril 1995, A l'invitation du Comité Olympique Italien Arthur Gillette, qui était alors le Directeur de la Division de la jeunesse et des activités sportives, devait se rendre à Rome pour assister à un symposium au titre évocateur : le sport contre la drogue. Empêché au dernier moment, il me demande de le remplacer. Après une journée de débats, je suis surpris de constater qu'aucun des intervenants ne prononce le mot de dopage. Je fais part à l'assemblée de mon étonnement et j'entends un certain brouhaha dans la salle. Le Prince Alexandre de Mérode, Vice président du CIO et Président de sa Commission Médicale, dénonce alors «l'amalgame regrettable fait par le représentant de l'Unesco». Alors même que six ans auparavant, la déclaration conjointe UNESCO/CIO signée après MINEPS 2 (Moscou, 1989) stipulait qu'à sa 25^e session la conférence générale devrait être saisie de projets de résolution concernant la lutte contre le dopage et une participation plus large des Etats Membres aux Jeux olympiques !

Sentant qu'il y avait quelque chose à creuser, je demande par fax au Siège quelques munitions afin d'étayer mon propos. Un consultant belge (Olivier Ralet) me renvoie dès le lendemain de bons arguments pour ma dernière intervention avant la séance de clôture, que je délivrai sur le thème « Faut-il distinguer la prévention de l'abus des drogues et la prévention du dopage ? ». A en juger par le nombre de responsables venus me trouver à la fin de la conférence pour prendre connaissance du texte, l'intervention du représentant de l'UNESCO avait été bien reçue. Ce fût un moment de fierté pour notre Organisation, qui compensera quelques grandes déceptions.

Ainsi Pelé, que nous pensions impliquer conjointement avec la Fédération internationale de football (FIFA) dans le projet du «plus grand stade du monde pour tous les enfants du monde» ne répondra jamais à nos demandes. La FIFA avec qui nous avons esquissé la possibilité d'établir une contremarque au bénéfice des actions du FIDEPS sur les billets d'entrée aux grands match de la Coupe du Monde nous a fait lambiner un certain temps pour répondre que cela n'était pas possible pour des raisons techniques (concurrence avec les loteries nationales, taxes fiscales etc..). Si l'on en juge par les scandales financiers et la corruption qui ont entaché depuis la réputation de cet organisme on peut comprendre avec le recul l'incongruité à l'époque de notre démarche.

Néanmoins, ces déceptions n'ont pas entaché l'attractivité des actions de l'UNESCO en faveur du sport, qui ont réussi à mobiliser autour de l'Organisation énormément de monde et à susciter l'intérêt des médias. C'est ce dont je voulais témoigner devant vous aujourd'hui.

Marie José Lallart : j'étais également impliquée dans la Conférence MINEPS à Moscou, ainsi qu'avec le CIGEPS, lorsque dans le bureau d'Arthur Gillette, notre directeur à l'époque, se présente l'ONG libanaise Offre joie qui nous dit qu'après 17 ans de conflit, il serait important

d'organiser des rencontres entre les jeunes de différentes communautés. Elle demandait simplement du matériel sportif, notamment des ballons. Avec quelques stagiaires particulièrement motivés nous avons récolté des centaines de ballons, que nous stockions un peu partout dans les bureaux, ce qui était assez pénible pour nos collègues ! Nous avons réussi à partir au Liban avec tous ces ballons, un Libanais généreux a payé mon voyage et la distribution a remporté un succès extraordinaire, très symbolique.

Nous avons vu dans cette première expérience une possibilité d'agir autrement et de mener des actions qui pour ma part me touchaient spécialement. De retour à l'UNESCO, une lettre m'attendait sur mon bureau, émanant d'un camp de réfugiés en Guinée. Encouragés par notre premier succès, nous avons donc organisé à Conakry une distribution de matériel sportif, non pas à la façon des ONG mais à l'occasion de rencontre sportives permettant un échange direct avec des jeunes défavorisés. Nous étions partis avec un avion de transport de l'armée française accompagnés de Virginie Sainte-Rose, une journaliste du journal l'Equipe. Si le retour, par nos propres moyens, fut un peu difficile, nous étions enthousiasmé par la possibilité qu'offraient ces activités sportives d'œuvrer pour la paix au travers.

Avec le soutien d'Arthur Gillette, nous avons mené plusieurs opérations du même type et le Directeur général, Federico Mayor, nous a fait appeler dans son bureau pour en parler. Il nous a demandé de mener une opération analogue dans la région des Grands Lacs en Afrique pour œuvrer à l'unité des pays alentour, et nous a accordé pour ce faire un budget approprié.

A Kinshasa, j'ai été frappée de voir errer dans les rues des hordes d'enfants pieds nus et couverts de haillons, qu'on appelait les shégués, ainsi que des essaims d'enfants dits sorciers qui ne voulaient pas parler avec les shégués. La situation de ces enfants et adolescents m'a interpellée. Nous nous sentions responsable de l'injustice et de l'indignité de ces situations. Nous avons donc décidé de réorienter nos actions en direction des enfants de la rue, en grande vulnérabilité.

C'est ainsi que nous avons mené des opérations à Madagascar pour soutenir l'éducation non formelle par la méthode Action Scolaire d'appoint pour Malgaches adolescents (ASAMA), qui permet en l'espace de dix mois à un enfant qui ne sait pas lire de passer son certificat d'étude. Les apprentissages de base sont indispensables pour mener ces enfants vers un enseignement professionnel et les sortir de la précarité.

Des sportifs de toutes les disciplines sportives ont accepté de soutenir avec nous des actions d'alphabétisation pour les enfants en situation de grande vulnérabilité par le biais d'activités sportives, comme le Brésilien Paolo Cesar au Mozambique, le champion de boxe Mahyar Monshipour en Iran, la championne olympique Marie-Josée Percec au Rwanda, le footballeur Christian Karembeu au Togo.

J'avais également imaginé différentes actions en partenariat avec des entreprises: ainsi Texas instruments nous avait fait don d'un grand nombre de calculatrices scientifiques complexes, que j'avais offerte à des écoles secondaires en échange de la scolarisation gratuite d'une quinzaine d'enfants démunis. Il était à l'époque assez simple pour l'UNESCO, qui

bénéficiait d'une belle notoriété, d'obtenir des centaines de ballons, de shorts et de T-shirts que nous pouvions distribuer à l'appui de nos actions sur le terrain.

En 2005, avec un footballeur professionnel du Club Manchester United, Mikael Sylvestre, nous avons créé Les Ecoles de l'espoir pour mettre en place de des centres éducatifs pour apprendre à lire et écrire aux enfants défavorisés, et notamment aux filles. Ces Ecoles de l'Espoir, qui utilisent le sport pour transmettre aux enfants des valeurs telles que l'esprit d'équipe, le respect des autres, le sens de l'effort et l'engagement, ont d'abord été lancées à Kankan, en Guinée. C'est ainsi que nous avons réussi à scolariser des enfants du bord du fleuve, des pousseurs de charrette, et à leur permettre en même temps d'acquérir une formation professionnelle afin d'accéder à un métier et à l'autonomie.

Plus récemment, nous avons créé les Maillons de l'espoir, qui continuent les activités engagées alors à l'UNESCO, notamment en Haïti où le même Mikael Sylvestre a demandé à chaque joueurs d'Arsenal de faire don d'une journée de salaire, ce qui nous a permis de collecter 170 000 € pour construire une école. En 2014, le footballeur Sydney Govou, a soutenu dans le cadre du projet Les Maillons de l'espoir la création en République Démocratique du Congo d'une école réservée aux filles ayant subi des violences sexuelles et la mise en place au Burundi d'un programme de réhabilitation des jeunes albinos.

Enfin, avec le Dr Denis Mukwege, Lauréat du prix Nobel de la paix en 2018, nous menons un projet depuis quatre ans à Bukavu, en RDC, pour les filles survivantes du viol, que l'on aide à acquérir les fondamentaux éducatifs et une formation professionnelle, ainsi qu'à se réapproprier leur corps par le biais du sport : elles sont particulièrement attirées par le football et le Karaté. Elles repartent dans leur village avec cette formation et une machine à coudre qui leur permet d'assurer leur autonomie et de regagner le respect de leur entourage.

Toujours avec les Maillons de l'espoir, nous menons actuellement trois autres projets : dans les favelas de Fortaleza au Nord-Est du Brésil, à Douala au Cameroun et à Bujumbura pour les jeunes Albinos du Burundi.

Philipp Mueller-Wirth : c'est un vrai défi de promouvoir le rôle du sport à l'UNESCO, notamment auprès de ceux qui doutent du bien-fondé de l'engagement de l'Organisation dans ce domaine. Il n'était pas rare il y a quelques décennie, même dans les milieux qui pratiquaient le sport, de juger quelque peu ringarde la consommation massive d'événements sportifs. Les fantaisies capillaires et vestimentaires de quelques footballeurs pouvaient susciter une certaine ironie. A l'UNESCO persiste encore cette posture de supériorité culturelle à l'égard du sport. Pourtant les choses ont bien changé. Au niveau esthétique déjà, beaucoup de sportifs sont devenus des modèles d'élégance et la mode sportive est désormais un des plus grands secteurs de l'industrie vestimentaire. Il y a un véritable changement dans la perception culturelle du sport partout dans le monde.

I am here for making the case for sport. We just heard examples of what can be achieved in this area. However, such good deeds remain anecdotal and do not yet add up to any gravitas in policy making. This is the core challenge we have in front of us.

First of all, sport is a matter of survival. The generation of our children is the first to have shorter life expectancies than previous one, mainly because we have stopped moving. We consume sports through screens but sedentary lifestyles are becoming an issue of public health. We have more death in the world due to physical inactivity than because of hunger ! Numerous charts show this decline and the challenge is no longer to increase or even maintain present levels of activity, but to merely to slow down dramatic rates of decrease.

Of course, one could argue that this is an issue for the World Health Organization, why should UNESCO care ? One could answer that according to neurological research the brain works better if the body moves. Even 20 minutes of active walking will improve its abilities : children walking to school rather than being driven have already a better disposition for learning.

But sport also brings a wider spectrum of socio-economic returns, as well as individual and societal benefits; the previous presentation has given a number of examples of how sport can be used to achieve a range of UNESCO's priorities, including gender equality.

A list of most watched TV broadcasts of all times shows that sport and Olympic events rate higher than the next best non-sport broadcasts, royal funerals. This has implications in terms of using sports as a medium. Nelson Mandela understood that sport could be used for broader political purposes, notably for national cohesion. He is the founder of the concept of sport for development and peace. Many high profile politicians now take sports seriously. The same happens in the UN system, as shown by UN Secretary-General Antonio Guterres recent meeting with CIO President Thomas Bach and UNESCO's Director-General signing in Davos an agreement with FIFA's President Gianni Infantino.

This brings us to the question of what we have been doing in this context : we have a unique positioning in the UN system in promoting policy instruments that no other organization has. UNESCO's lead role in sport is demonstrated by unique instruments : the International Charter of Physical Education, Physical Activity and Sport (1978, revised in 2015) embodies the global consensus on sport values for policy makers but also for key actors, academics, NGOs... The Intergovernmental Committee for Physical Education and Sport (CIGEPS) – created in 1978, has been revitalized : we have new stakeholders knocking on our door such as the World Players Association, the Council of Europe and many others. UNESCO also convenes the World Conference of Sport Ministers (MINEPS) and is responsible for the International Convention against Doping in Sport (2005)

What are the main issues facing UNESCO in this international context ? First, we must focus more political attention on grassroots sport in its diverse forms, including recreation and traditional games. This is much more important than the worldwide media attention that can be gained through sport key players and stars. There is a need for strategic sport policy at city and national levels, not only as an add-on but as an integrated governmental approach: this almost

never happens, it is where we face our biggest challenges and where our biggest potential lies. Of course, values we promote will not be credible if we do not mobilize adequate resources to make them happen, a classical UNESCO challenge. Finally, the single most critical intervention is ensuring quality physical education at early ages and youth empowerment.

The Kazan Action Plan which has become an international reference for sport policy development provides an innovative action-based framework designed for integrating these policies into the United Nations global goals of the 2030 Agenda for sustainable development. It was adopted in 2017 by over 100 Member States at the Sixth International Conference of Ministers of Sport (MINEPS VI), supported by UNESCO's General Conference and endorsed in December 2018 by the UN General Assembly. This is quite an achievement. All UN bodies are behind us now in support of a framework that brings us all together.

The main implications is that sport is recognized as a transversal policy instrument, not for sport Ministers alone, but also for Education, Health and Youth ministers. Sport can be a substantial driver of development if aligned with national/local priorities. Another important issue is the aggregation of information and data which will allow the scaling-up of interventions. Partnerships within and beyond governments, in particular with the business community, are also critical.

The Kazan Action Plan defines 5 Key Actions to stimulate local and international partnerships and a Sport Policy Follow-up Framework to measure progress and structure knowledge exchange. These Key Actions are aimed at developing : 1) an advocacy tool to attract investment in Physical Education and Sport, which is, in part, carried out with the IOC; 2) Indicators for measuring the contributions of sport to SDGs, an action efficiently led by the Commonwealth; 3) unified international standards in the field of sport integrity, led by the Council of Europe; 4) a Global Observatory for Women and Sport, to be hosted by Switzerland; 5) a Clearinghouse for sharing information, supported by the Russian Federation.

Three main policy areas in MINEPS Sport Policy Follow-up Framework will define all international policy efforts in sports in the near future, within the SDGs timeframe. First we need to ensure that everyone (women and girls, vulnerable groups, etc) can enjoy and practice their fundamental right to sports and that no one is left behind. This will be achieved through a comprehensive vision of inclusive access for all to sport, physical education and physical activity. Second, in order to maximize the contributions of sport to sustainable development and peace, sport has to be used for non-sport purposes by different agents and in different context. UNESCO can be a lead agency in Education and youth but certainly there are many others involved in this policy area. And last by not least, to maintain sport's catalytic function we have to protect sport integrity and make sure that sport is not corrupt, that it does not harm, that is does not cheat. There is a lot to be done in this area.

Sport is not significant for all SDGs, however, but there are consensual titles and narratives and specified linkages with 10 SDGs and 39 targets. Sport is therefore tightly

connecting with the overarching development framework. This is an essential condition for mobilizing donor and development aid.

There are already a number of regional efforts, especially in Africa, for adopting this Plan as a regional policy framework and our next challenge will be to provide guidance and training on its implementation, in particular at national levels. The real issue will be to include the sport and business communities so that policies and resources come together. With CIGEPS 2019 Session in March 2019 and MINEPS VII due in 2021, UNESCO is perfectly positioned to play such a convener role in the future.

Echanges avec la salle

Annie Sugier (alliance internationale des femmes) s'étonne que dans la Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport les femmes et les filles figurent parmi les populations vulnérables, avec les enfants, les personnes âgées, les populations autochtones, les handicapés. Or les femmes représentent 50% de la population. Certes, il subsiste des inégalités, mais c'est une erreur. Ensuite, ce qui est choquant, c'est que l'on y dit que l'on doit tenir compte des besoins spécifiques de ces populations vulnérables, alors que les grandes championnes comme Nawel El Moutawakel, Hassiba Boulmerka ou Habiba Ghribi ont concouru sur un plan d'égalité avec les autres championnes. Il y a des pays comme l'Iran et l'Arabie saoudite qui posent des conditions à l'envoi de femmes et elles sont acceptées, alors que ces conditions ne sont ni culturelles, ni religieuses, mais la marque d'un apartheid sexuel imposé. Si des hommes politiques comme Mandela ont compris l'importance du sport pour promouvoir les valeurs universelle, n'oublions pas que l'Afrique du Sud a été exclue pendant trente ans pour apartheid racial. Alors pourquoi quand il s'agit d'apartheid sexuel on n'ose pas appliquer la même sanction, et pourquoi, au nom d'une inclusivité qui tend à se substituer à l'universalisme, accepte-t-on de tels diktats ?

Marie-Christine Gries (Soroptimist International) : la pratique de sports de haut niveau montre que les femmes n'ont rien à envier aux hommes en matière de capacités physiques. Ce préjugé sexiste a la peau dure. Il y a une vingtaine d'années, un jeune homme qui faisait son service militaires dans l'armée de l'air expliquait que les femmes ne pouvaient pas piloter un alphajet car elles risquaient une descente d'organes. Quelques années plus tard, la patrouille de France était commandée par une femme. Le sport au féminin rentre bien dans la promotion de la condition des femmes qui incombe à l'UNESCO.

Beseat Kiflé Sélassié: convient avec Nikita Dergatcheff que la complémentarité du FIDEPS avec le Fonds international pour la culture alors dirigé par Juan Carlos Langlois montre bien que les structures flexibles n'impliquant pas les gouvernements sont mieux adaptées à l'action de l'UNESCO et à la poursuite des missions pour lesquelles elle a été créée. Dans ce qui a été décrit par Marie-José Lallart, on relève que c'est grâce à son initiative et non à des mécanismes hiérarchiques de décision internes que ces actions ont pu être menées. Ces exemples montrent

qu'il faudrait dans le fonctionnement actuel de l'UNESCO laisser un peu plus d'initiative aux personnes chargées des programmes.

Philipp Muller-Wirth : inclure les femmes dans la liste des personnes vulnérables, comme cela se présente dans nombre d'instruments internationaux, peut être mal compris, mais en l'occurrence, l'élaboration de la Charte ainsi que sa révision ont fait l'objet de négociation très ardues au cours desquelles les associations qui défendent la promotion de la femme dans la pratique sportive ont activement milité pour cela. De même, dans toute discussion sur les droits de l'homme, il y a une catégorisation des groupes vulnérables (jeunes, enfants, handicaps, migrants, etc.), dont les femmes font toujours partie.

Nikita Dergatcheff : en ce qui concerne la structure du FIDEPS, son Conseil d'administration qui était déjà un progrès par rapport à la pesanteur de la structure gouvernementale, manquait lui aussi un peu de souplesse. C'est pourquoi nous avons créé avec Juan Carlos Langlois, à son départ de l'UNESCO, l'association Art Sport Culture (ASC). Certaines de nos opérations, comme le T-shirt Adidas, ont bien failli ne jamais voir le jour à cause des contraintes imposées à l'utilisation du logo de l'UNESCO. De même, le partenariat avec BMW dans le cadre du projet des Routes de la soie, dans lequel cette entreprise trouvait bien sûr son intérêt, nous a bien des fois confrontés au manque de souplesse de structures pourtant nécessaires. J'avoue m'être souvent senti un peu hors-la-loi...

Marie José Lallart : il est vrai qu'il faut parfois s'affranchir des contraintes administratives si l'on veut atteindre le but qu'on s'est fixé avec ses convictions. C'est à la portée de chacun, même si j'entends dire qu'on ne pourrait plus aujourd'hui mener un projet tel que « Solidarité autour d'un ballon ».

Barbara Barry de Longchamp : having attended, as a delegate, the First International Conference of Ministers responsible for Physical Education and Sport (MINEPS I), I can retrace the events that had led to the convening of the Conference. Sport first appeared in UNESCO's programme in 1952 but it remained marginal until the early sixties when, on the initiative of a group of leading sports' academics, a new international body was created - The International Council of Sport and Physical Education (ICSPE). Under the stewardship of the Council's President, Lord Noel-Baker, distinguished British academic, former Cabinet Minister, Nobel Peace Prize Laureate and Olympic medalist, and of its Vice-President, the legendary French tennis player, Jean Borotra, ICSPE rapidly gained international recognition. The Council developed a strong working relationship with UNESCO and supported by its Director-General, René Maheu, and the President of the Olympic Committee (IOC), the General Conference approved the convening, at UNESCO Headquarters, in April 1976, of MINEPS I.

Clearly very timely, the Conference was an enormous success; most delegations were led by Ministers, a number of sports' personalities attended, the United Nations system was well represented, as were pertinent international NGOs. It was, at the time, the largest Conference ever organized by UNESCO outside of the biennial General Conferences.

MINEPS I set the scene for UNESCO's future role in physical education and sport, as an

important component of education for all. The key results of the Conference were: the establishment of the Intergovernmental Committee for Physical Education and Sport (CIGEPE), the creation of the International Fund for the Development of Physical Education and Sport (FIDEPS) and the approval of the International Charter of Physical Education and Sport. Since then, vast changes have taken place in the world of sport. Sport has become a powerful social, economic and political force and UNESCO, through its physical education and sport programme, has a critical contribution to make, in an effort to ensure that sport is "a force for good". In this connection, the Kazan Action Plan, adopted at MINEPS VI, is a valuable step in the right direction.

John Daniel: there was a mention of the International Convention Against Doping in Sport, I have particular memories of that : when the Director-General first requested me to look into it in 2003, I replied I was'nt sure it was within our mandate, to which he replied : "John, everything is within our mandate !". The elaboration of conventions in UNESCO is normally a very long and painful business, but this one went at the speed of light simply because countries had to have signed up to the Convention before they could compete in the Winter Olympics in Turin. To our amazement, countries who had never agreed on anything were falling over themselves to bring this one forward ! So despite my initial skepticism as ADG/ED, this ended up being a happy event.

Monique Boisier, Alliance internationale des femmes: le problème des conventions est qu'elles ne sont pas mises en œuvre dans le bon sens. Si les ONG étaient plus impliquées dans ce travail, nous pourrions vous aider bien mieux. Nous aimerions être davantage intégrées dans l'action que mène l'UNESCO pour le sport et avons l'intention de saisir le Comité de liaison ONG-UNESCO de cette question, dans la perspective des jeux olympiques de Paris en 2024.

Adam Cowling : draws attention to UNESCO Archives' project, *Put a world of pictures into words* and calls for AFUS volunteers to join in transcribing captions from a selection of 5,000 newly-digitized photos demonstrating the wealth and breadth of UNESCO's activities from 1945 to the present. These exceptional photos, available online for the very first time, document watershed UNESCO moments like the Campaign to Save the Monuments of Nubia (of which there are over 400 photos!). Other photos reveal themes of common international interest, including fundamental education, youth, journalism, space exploration, oceanography and more. It is difficult to find all the interesting treasures they contain: specific UNESCO programmes, precise locations, individuals, and all the stories these photos tell about the history of UNESCO's ideas and actions over the past 70 years. The project *Put a world of pictures into words* is online at <https://heritagehelpers.co.uk/> and will soon be promoted it through web and social media (aiming to launch week of March 11th). Interested persons can contact directly a.cowling@unesco.org. A training session could be arranged at HQ for AFUS members interested in helping with the validation process.